

Parti Révolutionnaire

www.sitecommunistes.org



Communistes



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

18/12/2025

Pas une vie, pas un sou pour leur guerre impérialiste !

Nous ignorons si la France sera dotée d'un nouveau budget à la fin de cette année. Celui de la Sécu a été voté, après son passage au Sénat, par l'Assemblée nationale. Le Parti Socialiste a contribué au vote de ce budget, c'est plus que probable il ira au bout de sa stratégie et s'intégrera pleinement dans la nouvelle majorité parlementaire : le PS et la CFDT sont main dans la main avec le gouvernement pour un budget austéritaire et antisocial.

Maud Bregeon, la porte-parole du gouvernement, a estimé que l'objectif de doter la France d'un budget d'ici la fin de l'année était « possible ». « *Il y a davantage d'économie dans ce PLFSS que dans les trois précédents* », a-t-elle également relevé.

Les crédits militaires ont été augmentés, les aides aux grandes entreprises poursuivies, les profits des milliardaires confortés... Le gouvernement fait les poches des malades, des pauvres, des apprentis, des retraités, des travailleurs. Les expulsions locatives quant à elles ont explosé: plus 29% en un an avec un record de 25 000 ménages sortis de leurs foyers.

L'union sacrée autour du budget militaire

L'Assemblée nationale, puis le Sénat, ont approuvé à une large majorité l'augmentation de 6,7 milliards d'euros des crédits d'armement en 2026. Un vote symbolique puisque cette augmentation du budget militaire dépend en dernier ressort du vote du budget général par l'Assemblée. Mais les déclarations des uns et des autres montrent que tous sont en réalité d'accord pour que le pays se lance dans la course à l'armement et défende l'industrie de guerre: 411 députés ont voté pour. LFI et le Parti communiste ont voté contre, les écologistes se sont abstenus.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu et la coalition gouvernementale ont justifié ce vote par la prétendue menace russe imminente. De son côté, Marine Le Pen, au nom du Rassemblement national estime que le président agit dans le bon sens mais ne va pas assez loin et elle réclame d'avantage d'efforts, plus d'argent public pour les marchands d'armes, au détriment de l'hôpital et de l'école... Son parti a donc voté pour. Du PS au RN, les arguments sont les mêmes: l'effort de guerre doit être accepté au nom d'une prétendue menace étrangère.

LFI et le PCF s'opposent à l'augmentation de ce budget militaire mais s'alignent sur la marche à la guerre. Ils ne sont pas opposés à l'annonce de l'instauration d'un service national par Macron, ni à accroître les profits des marchands d'armes. L'industrie militaire représente aujourd'hui un marché de 632 milliards de dollars !

Pas une vie, pas un sou pour leur guerre.

Depuis Berlin, le secrétaire général de l'OTAN a adressé un message aux citoyens de l'Union Européenne. « *Nous devons nous préparer à une guerre d'une ampleur comparable à celle qu'ont connue nos grands-parents ou nos arrière-grands-parents* ». Lors du sommet de La Haye, les Alliés ont convenu d'investir 5 % du PIB annuel dans la défense d'ici 2035, d'augmenter la production de défense dans l'ensemble de l'Alliance et de continuer à soutenir l'Ukraine. La Commission européenne a débloqué en mai dernier une enveloppe de 150 milliards dans son plan SAFE permettant aux États membres d'emprunter à un taux préférentiel dans l'achat de matériels et bâtir le programme EDIP d'aide à l'industrie de défense afin de lancer de nouveaux projets. « *L'Europe doit enfin être capable de se défendre par elle-même* », martèle le socialiste Raphaël Glucksmann. Tous les gouvernements occidentaux réarment dans le cadre de la concurrence entre eux, la guerre économique pour les ressources et les marchés pouvant déboucher sur la guerre tout court.

Avec les progressions attendues en 2026, la somme des budgets défense de l'UE aura progressé de quelque 50% en seulement quatre ans : Allemagne: 108,2 milliards € (2 % du PIB) seront investis l'an prochain dans les forces

militaires, elle deviendra la plus puissante de l'Union. Le Royaume-Uni: 78 milliards € (2,5 % du PIB). La France: 57 milliards € (2 % du PIB). Pologne: 48 milliards € (4,5 % du PIB). L'Italie: 36 milliards € (1,8 % du PIB). Les Pays-Bas: 28 milliards € (2 % du PIB). L'Espagne: 26 milliards € (2 % du PIB). La Suède: 15 milliards € (2,8 % du PIB)

Engageons une offensive contre la politique réactionnaire du gouvernement et de ses complices

Les directions syndicales confédérales ont choisi de liquider la mobilisation sociale explosive qui a embrasé notre pays en septembre et octobre. Les appels confédéraux à "la vigilance" ou encore "à mettre le Parlement sous pression", sans mouvement d'ensemble, sans processus de luttes, sans grève. Elles privilégient la Conférence travail, emploi et retraites du gouvernement. « *La méthode nous va bien* », résume Marylise Léon de la CFDT.

Les participants jouent le jeu lors de cette première journée inaugurale. L'heure était à l'écoute et à l'échange d'arguments. Marylise Léon réaffirmant la volonté de la CFDT de s'investir pleinement dans la démarche proposée. Farandou ministre du travail et ancien PDG de la SNCF a précisé le cadre général de ces travaux : « *Il n'y a pas de stress. Nous nous donnons du temps, et les partenaires sociaux n'ont pas d'obligation de résultat à la fin. L'idée est de se parler, de voir si on peut se rejoindre sur quelques points, si on peut rapprocher les points de vue. En tant qu'ancien dirigeant d'entreprise, je crois beaucoup à cette façon de construire du compromis.* »

Le dialogue social c'est une régression assurée pour les droits des salariés, ainsi, dans la brochette des participants, Anne-Marie Idrac ex-patronne de la RATP a instauré un service garanti contractuel en cas de grève, puis PDG de la SNCF où son bilan compte la réforme du régime spécial de retraites des cheminots et la mise en place du service minimum. Jean-Denis Combrexelle ancien directeur de cabinet d'Élisabeth Borne, Première ministre qui fut à la manœuvre pour imposer la réforme des retraites. Pierre Ferracci, considéré comme proche des syndicalistes, des patrons et des politiques de gauche comme de droite et partage les orientations du pouvoir. Le capital s'attaque systématiquement et brutalement aux conquêtes sociales arrachées par la lutte.

Remettre au centre une stratégie de classe : la grève comme seul moyen, outil et arme fondamentale des travailleurs.

Construire la grève et la mobilisation dans la rue est le seul moyen de construire un rapport de force capable de stopper le gouvernement, ses complices et le patronat dans leurs attaques. Partout, les salariés montrent qu'ils ne lâchent rien.

Ce que le Parlement a voté peut être détricoté et annulé par la mobilisation des travailleurs. Organisons la riposte des travailleurs ! « *On doit tous ensemble être dans la rue. On doit être tous ensemble pour l'augmentation des salaires et l'enterrement du budget d'austérité et de la contre-réforme des retraites ! Il est temps de rompre avec le capitalisme !* », propose Unité-CGT.

Face à l'austérité pour les salariés et aux attaques contre le travail, amplifions les luttes, coordonnons les et faisons les converger afin d'obtenir : l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'emploi : 483 plans de fermetures d'entreprises, suppressions de 300.000 emplois en France.

Partout organisons-nous, préparons-nous à **#ToutBloquer pour #ToutGagner !**